

supplémentaires. Les voyages effectués en Afrique du Sud, à Londres et aux États-Unis ont permis de recueillir des renseignements de base précieux. L'auteur a consulté les responsables des Codes américain, australien et britannique, ainsi que le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et le Centre des Nations Unies sur la lutte contre l'apartheid à New York, le Secrétariat du Commonwealth à Londres et le Investor Responsibility Research Centre à Washington (D.C.). Il a procédé à des échanges de vues avec les fonctionnaires du gouvernement sud-africain à Ottawa et à Pretoria. En Afrique du Sud, il a eu des entretiens auxquels ont également participé des représentants des syndicats, des employeurs, des associations commerciales et industrielles, des chambres de commerce, des églises, des universités, des partis politiques, et de nombreux autres groupes et particuliers.

Je suis profondément reconnaissant à tous ceux que j'ai consultés de ne s'être montrés avares ni de temps ni de renseignements; aux sociétés canadiennes et à leurs affiliées sud-africaines pour la spontanéité de leur coopération; et au ministère des Affaires extérieures à Ottawa ainsi qu'à l'Ambassade du Canada en Afrique du Sud pour leur utile soutien logistique.

Quelle que soit ma gratitude à l'égard de tous ceux que je viens de mentionner ainsi que de beaucoup d'autres, je revendique entièrement la responsabilité du contenu de ce rapport.

L'Administrateur du Code

John Small

Ottawa
Le 31 mai 1989

II CONTEXTE

Généralités

1988 - À première vue, l'Afrique du Sud a marqué le pas en 1988 : le gouvernement tenait fermement les rênes du pouvoir et l'économie s'est améliorée pour la troisième année d'affilée. Un certain nombre d'événements importants avaient cependant préfiguré les changements à venir. Au début de l'année, le Parti national a été défait par le Parti conservateur de droite à l'occasion de trois élections complémentaires, confirmant ainsi la tendance amorcée par les élections générales de 1987. Réagissant, d'une part, à la résurrection des Conservateurs et s'efforçant, d'autre part, de prendre le contrôle politique et économique, le gouvernement a interdit, en février, à 17 organisations anti-apartheid et à leurs leaders (ainsi qu'à d'autres, par la suite) d'avoir toute activité politique et il a imposé une censure plus rigoureuse à la presse. Les résultats ne se sont pas fait attendre : le leadership noir s'est trouvé désorganisé et le nombre des grèves a nettement baissé par rapport au chiffre record de l'année précédente.

Le gouvernement a annoncé qu'il donnait la priorité à la sécurité et au développement économique, sous prétexte que les deux étaient indissociables et nécessaires avant que l'on puisse envisager une réforme politique. Une meilleure économie, faisait-on valoir, conviendrait à la population noire, ce qui améliorerait à son tour la sécurité et encouragerait les Noirs à participer au Conseil national de la réforme constitutionnelle, dont la création est proposée. Après un quart de siècle de prison, le nationaliste noir Govan Mbeki a été libéré. Il s'agissait apparemment d'un coup d'essai en vue de la libération ultérieure de Nelson Mandela. Tout le crédit que le gouvernement aurait dû retirer de cette mesure a été perdu lorsque les activités et les déplacements de M. Mbeki ont été soumis à de sévères restrictions; d'autre part, le refus de M. Mandela de négocier à moins d'une libération inconditionnelle a dissuadé le gouvernement de le remettre en liberté.

Les élections municipales d'octobre ont été les premières en Afrique du Sud au cours desquelles les électeurs de toutes races ont pu voter mais la participation extrêmement réduite des Noirs et les progrès réalisés par les Conservateurs ont déçu les autorités.

Le dernier événement important a été la décision du gouvernement de se retirer de l'Angola et de la Namibie, mesure hâtée par les coûts croissants en argent et en vies humaines.

Sur le plan économique l'importance des dépenses de consommation a entraîné des réductions des facilités de crédit et l'imposition de taux d'intérêt plus élevés en mai, alors que les dépenses de consommation du gouvernement sont demeurées excessives et ont contribué à une nouvelle vague d'inflation qui s'est poursuivie jusqu'en 1989. Les impôts directs ont augmenté de 17,5 % alors que selon les statistiques officielles, les revenus